



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'énergie opérationnelle  
Centre de soutien technique et administratif**

## **SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE**

**Fourniture d'ingrédients, produits divers et emballages au  
profit des armées et administrations**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Numéro de consultation : DAF\_2023\_000010**

**Procédure de passation : Système d'acquisition dynamique (SAD)**

**Date d'entrée en vigueur de la présente version : 12/07/2023**

# TABLE DES MATIERES

<b>PARTIE 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 1 - GENERALITES .....</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION.....	6
1.2. GLOSSAIRE .....	6
1.3. DEFINITIONS .....	7
<b>ARTICLE 2 - IDENTIFICATION, INFORMATION ET REPRESENTATION DES PARTIES .....</b>	<b>8</b>
2.1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	8
2.2. REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	8
2.3. REPRESENTATION DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE .....	9
2.4. NOTIFICATIONS .....	9
2.5. DEMATERIALISATION DES ECHANGES.....	9
<b>ARTICLE 3 - TOPOLOGIE DU SYSTEME.....</b>	<b>9</b>
3.1. PRESENTATION DU SYSTEME.....	9
3.2. OBJET PRINCIPAL .....	10
3.3. OBJET SECONDAIRE.....	10
3.4. CODIFICATION DES IPDE .....	10
3.5. CATEGORIES .....	11
3.6. DUREE DE VALIDITE DU SYSTEME .....	12
3.7. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU SYSTEME.....	12
<b>ARTICLE 4 - PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES.....</b>	<b>12</b>
4.1. CONDITIONS GENERALES .....	13
4.2. TYPOLOGIE.....	13
4.2.1. <i>Marchés spécifiques sous forme d'accords-cadres à bons de commande.....</i>	<i>13</i>
4.2.2. <i>Marchés spécifiques SPOT.....</i>	<i>13</i>
4.3. ALLOTISSEMENT ET MULTI-ATTRIBUTION .....	13
4.4. DUREE DE VALIDITE D'UN MARCHÉ SPECIFIQUE .....	14
4.5. ENVOI DE L'INVITATION A SOUMISSIONNER .....	14
4.6. SOUMISSION AUX MARCHES SPECIFIQUES.....	14
4.7. ATTRIBUTION ET CONCLUSION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	15
<b>ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE .....</b>	<b>15</b>
5.1. CONFIDENTIALITE .....	15
5.2. SECURITE.....	16
5.3. INFORMATION .....	16
5.4. CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES .....	17
5.5. RESPONSABILITE GENERALE DU TITULAIRE .....	17
5.6. GARANTIES .....	18
5.7. ASSURANCES .....	18
<b>ARTICLE 6 - FORMES ET CONDITIONS DES MODIFICATIONS.....</b>	<b>18</b>
6.1. MODIFICATION DU SYSTEME .....	18
6.2. MODIFICATION D'UN MARCHÉ SPECIFIQUE .....	18
6.2.1. <i>Motifs de modification d'un Marché spécifique.....</i>	<i>18</i>
6.2.1.1. Prestations supplémentaires devenues nécessaires .....	18
6.2.1.2. Changement du point de livraison.....	19
6.2.1.3. Modification de tout élément non essentiel du marché .....	19
6.2.2. <i>Modalités de modification d'un marché spécifique .....</i>	<i>19</i>
6.2.2.1. Circonstances imprévues.....	19
6.2.2.2. Modification bilatérale .....	19
6.2.2.3. Modifications de plein droit.....	19

<b>ARTICLE 7 - EXCLUSION, RESILIATION, CONTENTIEUX.....</b>	<b>20</b>
7.1. EXCLUSION D'UN CANDIDAT ADMIS .....	20
7.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	20
7.3. RESILIATION POUR FAUTE .....	20
7.4. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	21
7.5. DIFFERENDS .....	21
7.6. CONTENTIEUX.....	21
<b>ARTICLE 8 - CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>21</b>
8.1. PROTECTION DU SECRET DES AFFAIRES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	21
8.2. LANGUE .....	21
8.3. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELS.....	21
<b>PARTIE 2 - CLAUSES TECHNIQUES .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 9 - GENERALITES TECHNIQUES .....</b>	<b>22</b>
9.1. NATURE ET EVOLUTIONS DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES .....	22
9.2. HOMOLOGATION DES PRODUITS.....	22
<b>ARTICLE 10 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....</b>	<b>22</b>
10.1. LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES .....	23
10.2. CONDITIONNEMENT ET TRANSPORT.....	23
10.3. EMBALLAGE ET PALETTISATION.....	23
10.4. MARQUAGE ET ETIQUETAGE .....	24
10.5. SPECIFICATIONS PROPRES AUX PRODUITS NUS .....	24
<b>ARTICLE 11 - EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>24</b>
11.1. FICHE DE DONNEES DE SECURITE.....	24
11.2. CERTIFICAT QUALITE.....	25
11.3. LOTS DE FABRICATION .....	25
11.4. COMMANDES .....	25
11.5. DELAIS.....	26
11.6. PROLONGATION DE DELAI ET SURSIS DE LIVRAISON .....	26
11.7. LIVRAISON.....	26
11.7.1. Lieux de livraison .....	26
11.7.2. Préavis de livraison.....	26
11.7.3. Régime de livraison .....	27
11.7.4. Livraisons fractionnées.....	27
11.8. SUSPENSION DES DELAIS D'EXECUTION LORS DES CONGES ANNUELS.....	27
11.9. PENALITES DE RETARD .....	27
11.10. APPLICATION EN CAS DE CONTROLE EN USINE.....	28
<b>ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>28</b>
12.1. NATURE DES OPERATIONS.....	28
12.2. OPERATIONS DE VERIFICATION QUALITATIVE EN USINE .....	28
12.3. OPERATIONS DE VERIFICATION QUALITATIVE A DESTINATION.....	29
12.4. OPERATIONS DE VERIFICATION RELATIVES AU CONDITIONNEMENT.....	29
12.5. OPERATIONS DE VERIFICATION QUANTITATIVE A DESTINATION.....	29
12.6. DELAIS IMPARTIS .....	29
12.7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	29
12.7.1. Admission .....	29
12.7.2. Réfaction.....	30
12.7.3. Ajournement .....	30
12.7.4. Rejet .....	30
12.7.4.1. En cas de rejet du produit suite aux analyses du CETSEO .....	30
12.7.4.2. Autres cas de rejet.....	30

<b>PARTIE 3 - CLAUSES FINANCIERES .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 13 - PRIX .....</b>	<b>31</b>
13.1. FORME DES PRIX.....	31
13.2. CONTENU DES PRIX.....	31
13.3. REVISION DES PRIX .....	31
13.3.1. Coefficients multiplicateurs.....	32
13.3.2. Indices .....	32
<b>ARTICLE 14 - FACTURATION ET DEMANDE DE PAIEMENT .....</b>	<b>32</b>
14.1. LIBELLE DES FACTURES .....	32
14.2. TRANSMISSION .....	32
14.3. CODE DU SERVICE EXECUTANT .....	34
14.4. MENTIONS OBLIGATOIRES .....	34
<b>ARTICLE 15 - REGLEMENT .....</b>	<b>34</b>
15.1. REPARTITION DES PAIEMENTS .....	34
15.2. RETENUE DE GARANTIE .....	34
15.3. INTERETS MORATOIRES .....	34
15.4. AVANCES .....	34
15.5. ASSIGNATION .....	35
15.6. RECTIFICATION .....	35
<b>PARTIE 4 - FIN.....</b>	<b>36</b>
<b>ARTICLE 16 - ANNEXES ET PIECES JOINTES .....</b>	<b>36</b>
<b>ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG/MI .....</b>	<b>36</b>

NOTA : dans le présent CCPSAD, les notions et qualifications définies par les réglementations mentionnées dans le paragraphe 2.1 de l'article 2 de la Partie 2 apparaissent en *italique*.

# PARTIE 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

## ARTICLE 1 - GENERALITES

### 1.1. Présentation

Le Service de l'énergie opérationnelle (SEO), organisme rattaché au ministère des Armées, est en particulier en charge de l'approvisionnement des armées et des administrations en produits lubrifiants et autres produits ou matériels spécifiques à usages aéronautiques, navals et terrestres. Le SEO regroupe ces produits sous le terme « d'ingrédients, produits divers et emballages » (IPDE).

Afin de mener à bien cette mission d'approvisionnement en IPDE, le SEO met en place un Système d'acquisition dynamique pour les acquérir.

Un Système d'acquisition dynamique (ci-après « SAD » ou « Système »), sans être un marché en tant que tel, est une technique d'achat entièrement dématérialisée qui permet aux opérateurs économiques, admis à participer au système, d'être mis en concurrence périodiquement en vue de l'attribution de plusieurs marchés publics appelés marchés spécifiques (MS), assimilables à des accords-cadres à bons de commande.

En d'autres termes, tout au long de la durée de validité du SAD, tout opérateur peut candidater pour y être admis. Une fois admis, l'opérateur est informé directement des marchés spécifiques à venir et peut y soumissionner sans avoir à transmettre à nouveau toute une série de documents justificatifs.

Le Système est divisé en plusieurs catégories selon le type de produit. Il est possible d'être admis dans une ou plusieurs catégories. Par suite, tout opérateur admis dans une catégorie donnée est invité, s'il le souhaite, à soumissionner à chaque marché spécifique correspondant. Les marchés spécifiques sont quant à eux divisés en lots, un par produit. Chaque opérateur est libre de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### 1.2. Glossaire

BA	: Base aérienne
BAN	: Base aéronautique navale
CCAG/MI	: Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés industriels
CCPSAD	: Cahier des clauses particulières du SAD
CETSEO	: Centre d'expertise technique du Service de l'énergie opérationnelle
CLEO	: Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle
COFRAC	: Comité français d'accréditation
CQ	: Certificat de qualité
CRE	: Centre de ravitaillement des essences
DCE	: Dossier de la consultation des entreprises, soit les documents constitutifs du SAD (voir article 3.7 du présent CCPSAD)
DLU	: Date limite d'utilisation
CSTA	: Centre de soutien technique et administratif

DSEO	: Direction du Service de l'énergie opérationnelle
DUMS	: Document unique de marché spécifique
FDS	: Fiche de données de sécurité
FI	: Fiche d'identification
GTP	: Guide technique des produits distribués par le SEO
HT	: Hors-tax
IPDE	: Ingrédients, produits divers et emballages
MS	: Marché spécifique
MSAC	: Marché spécifique sous forme d'accord-cadre à bons de commande
MSS	: Marché spécifique « SPOT »
PA	: Pouvoir adjudicateur et entités affiliées
PLACE	: Plateforme des achats de l'Etat, soit le profil d'acheteur du PA
PUHT	: Prix unitaire hors-tax
SAD	: Désigne le présent « Système d'acquisition dynamique ».
RC	: Règlement de la consultation
SEO	: Service de l'énergie opérationnelle
TTC	: Toute taxe comprise
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée

### 1.3. Définitions

Au sens du présent contrat :

« Candidat admis » : désigne un opérateur économique admis au sein du SAD à l'issue de la phase candidature, conformément aux stipulations du RC, et qui peut par conséquent soumissionner à l'attribution des MS via sa participation aux phases offre.

« Candidat au SAD » : désigne un opérateur économique qui souhaite être admis au sein du SAD, et qui a déposé en ce sens une candidature conformément aux stipulations du RC.

« Commande » : désigne une prestation ponctuelle de fourniture exécutée dans le cadre d'un MS dans toutes ses étapes successives, c'est-à-dire sa notification, sa production, son transport, sa livraison, son contrôle en usine ou à destination, et qui se conclut par son admission, sa réfaction, son ajournement ou son rejet. Une commande correspond également à l'ensemble des prestations ordonnées par un unique bon de commande.

« Ingrédients, produits divers et emballages » (IPDE) ou « produit » : désigne tout produit liquide ou fongible, substance ou mélange, matériel consommable ou emballage, dont la fourniture est l'objet du présent SAD.

« Lot » : désigne une prestation d'un MS alloti, auquel un candidat admis peut soumissionner indépendamment des autres lots.

« Lot de fabrication » (ou « batch ») : désigne une certaine quantité d'IPDE issue du même processus de production constitué d'une série d'étapes successives, qui aboutit à la fabrication d'un produit fini homogène.

« Marché spécifique » (MS) : désigne tout contrat public conclu et exécuté dans le cadre du présent SAD.

« Notification » : voir l'article 2.4 du présent CCPSAD.

« Phase candidature » : Désigne la procédure d'admission d'un opérateur économique au sein du présent SAD, conformément au RC et aux articles L. 2141-1 à L. 2142-1, ainsi que leur pendant réglementaire, du code de la commande publique.

« Phase offre » : Désigne la procédure d'attribution d'un marché spécifique durant laquelle les candidats admis sont invités à présenter leur offre afin d'être mis en concurrence, conformément au RC et aux articles L. 2151-1 à L. 2153-2, ainsi que leur pendant réglementaire, du code de la commande publique.

« Profil d'acheteur du PA » : désigne la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), un espace numérique dédié aux marchés publics passés par l'Etat et ses établissements publics permettant la publication et la mise à disposition des documents contractuels, les échanges entre le PA et les opérateurs économiques (adresse : <https://ecole.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>).

Soumissionnaire : désigne un candidat admis qui participe à une phase offre.

Titulaire : désigne un soumissionnaire qui a conclu un MS avec le PA à l'issue d'une phase offre.

## ARTICLE 2 - IDENTIFICATION, INFORMATION ET REPRESENTATION DES PARTIES

### 2.1. Identification du Pouvoir adjudicateur

PA : l'Etat.

Ministère : Ministère des armées.

Entités : Service de l'énergie opérationnelle (SEO) / Centre de soutien technique et administratif (CSTA) / Bureau Achats / Section IPDE.

Adresse : Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 NANCY Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FRF31.

Code d'identification national (n° SIRET) : 15000003100998,

Téléphone : (+33) 03.83.19.34.94,

Courriel : [csta-ba-ipde.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-ipde.contact.fct@intradef.gouv.fr)

Site internet du SEO : <https://www.defense.gouv.fr/energie-ops>

Site internet du profil d'acheteur (Plateforme des marchés publics de l'Etat – PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### 2.2. Représentation du Pouvoir adjudicateur

Dès la notification d'un MS, le PA désigne une ou plusieurs personnes physiques ou entités du SEO, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques ou entités du SEO peuvent être habilitées par le PA, par notification, en cours d'exécution du marché.



A défaut d'une telle notification, la liste des personnes et entités habilitées à représenter le PA est fixée en annexe 3 au présent CCPSAD.

### **2.3. Représentation de l'opérateur économique**

L'opérateur économique désigne en annexe 4 au présent CCPSAD une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du PA pour les besoins de fonctionnement du SAD et l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Le candidat admis ou titulaire d'un MS notifie sans délai au PA toute modification de l'annexe susvisée.

### **2.4. Notifications**

Les stipulations suivantes s'appliquent, notamment dès lors que les mots « notifier » ou « notification » apparaissent au présent contrat :

- La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.
- S'agissant des notifications du titulaire au PA, selon leur objet et le type d'informations qu'elles contiennent, elles sont adressées par le titulaire aux adresses courrielles correspondantes, indiquées en annexe 3 au présent CCPSAD. Ainsi, sauf décision contraire du PA, seules les informations envoyées à **toutes** les adresses adéquates sont réputées notifiées à celui-ci. Le titulaire ne peut donc pas se prévaloir d'avoir notifié une quelconque information au PA si celle-ci est parvenue à une adresse différente de celle(s) imposée(s) par l'annexe précitée du présent CCPSAD.
- Hormis s'agissant de la notification des bons de commande (voir article 11.4 du présent CCPSAD), à défaut d'accuser réception dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition de l'information sur le profil d'acheteur du PA ou à compter de l'envoi de l'information via une plate-forme de messagerie électronique, le titulaire est réputé avoir reçu la notification à l'issue de ce délai.
- S'agissant des notifications du PA au titulaire, elles interviennent via le profil d'acheteur du PA ou par messagerie électronique. Elles sont adressées à l'une des adresses renseignées par le titulaire en annexe 4 au présent CCPSAD, et proviennent de toute adresse affiliée au PA.

### **2.5. Dématérialisation des échanges**

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG/MI, l'ensemble des documents et informations échangés au titre du fonctionnement du SAD et de l'exécution de ses MS sont notifiés et, le cas échéant, complétés et signés électroniquement.

## **ARTICLE 3 - TOPOLOGIE DU SYSTEME**

### **3.1. Présentation du Système**

Le SAD est passé en application des articles R. 2162-37 à R. 2162-51 du code de la commande publique. La procédure est entièrement électronique, dès la publication de l'avis de mise en œuvre du Système jusqu'à son expiration.

Conformément à l'article R. 2162-41 du code de la commande publique, le PA offre par voie électronique, pendant toute la durée de validité du SAD, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation.

En application de l'article R. 2162-43 du même code, tout opérateur économique peut demander à participer au SAD pendant toute sa durée de validité.

### 3.2. Objet principal

L'objet principal du SAD est la fourniture de :

- Lubrifiants, huiles minérales & synthétiques ;
- Graisses ;
- Huiles et liquides hydrauliques ;
- Produits anticorrosion et autres agents ayant une fonction de protection ;
- Produits spéciaux, que ce soit des détergents, solvants, nettoyants, additifs, aérosols ou absorbants, fluides hydrauliques, caloporteurs, antigels, dispersants ou autres ;
- *Emballages*, conditionnements et autres *contenants unitaires* ;
- Kits de test & d'échantillonnage.

L'ensemble des IPDE objet du SAD sont référencés et codifiés dans le Guide technique des produits distribués par le SEO (GTP), annexé au présent CCPSAD. Tous les IPDE référencés par le GTP ne sont toutefois pas intégrés au SAD (lien vers le GTP : <https://www.defense.gouv.fr/energie-ops/guide-technique-produits-distribues-seo>).

La liste exhaustive des IPDE objet du SAD, qui contient notamment le volume de commande annuel et le conditionnement de chaque IPDE, constitue l'annexe 1 au présent CCPSAD.

### 3.3. Objet secondaire

L'objet secondaire du SAD est le stockage temporaire au profit du SEO et la location de capacités de stockage en vrac et en conditionné d'IPDE. Ce type de prestation fait l'objet d'une catégorie dédiée et ne sera activé qu'en cas de besoin.

### 3.4. Codification des IPDE

Chaque IPDE est codifié par une ou deux lettres, suivie(s) d'un numéro allant de deux à quatre chiffres (Exemples : O-150, XS-1745). Les codes commençant par une seule lettre sont attribués à des produits standardisés par l'organisation des traités de l'Atlantique nord (OTAN) en emportant la soumission dudit produit à une spécification technique OTAN. Les codes commençant par deux lettres sont issus d'une codification SEO et sont attribués à des produits soumis à des spécifications techniques établies par le SEO ou un tiers autre que l'OTAN.

L'unique lettre (ou la seconde lettre en cas de codification par deux lettres) d'un code sert au classement des IPDE par grandes familles, avec la signification suivante :

- O : huile ;
- G : graisse ;
- H : fluide hydraulique ;
- C : produit anticorrosion, et plus généralement, produit ayant une fonction de protection ;
- S : produit spécial (usages divers) ;
- T : kit de test ou d'échantillonnage ;
- E : emballages.

La première lettre d'un code commençant par deux lettres sert à désigner le type de spécification technique et le type de contrôle auquel est soumis un IPDE tel que :

- X : produits distribués en emballage SEO, soumis à homologation et faisant l'objet d'un contrôle qualité (exemples : XO-226, XS-58).
- R : produit unique distribué en emballage commercial ou SEO (avec marquage commercial). Un marquage SEO fait systématiquement apparaître le code SEO, la dénomination commerciale, le numéro de lot SEO et la référence de la FDS fournisseur du produit considéré. Ce dernier est utilisé dans le cadre d'une application spécifique et n'a

pas d'équivalent. Il ne fait l'objet d'aucune procédure d'homologation et d'aucun contrôle de recette ou périodique par le SEO.

- Z : produit distribué en emballage commercial ou SEO (avec ou sans marquage commercial) et répondant généralement à une norme (voire une préconisation) constructeur ou à une spécification « non maîtrisée » par le SEO. Le marquage fait systématiquement apparaître le code SEO, l'appellation générique SEO, la dénomination commerciale, le cas échéant, la norme constructeur ou la spécification de référence, le numéro de lot SEO et la référence de la FDS fournisseur du produit considéré. Un même code regroupe plusieurs produits techniquement équivalents de fournisseurs différents, mais avec une FDS fournisseur spécifique à chacun. Il ne fait l'objet d'aucune procédure d'homologation et d'aucun contrôle de recette ou périodique par le SEO.

### 3.5. Catégories

Le présent SAD est subdivisé en grandes catégories de produits afin de permettre aux opérateurs de filtrer et de cibler les besoins en fonction de leur domaine d'activité. Les opérateurs économiques sont libres de présenter une candidature pour chacune des catégories du SAD.

Le SAD est subdivisé en catégories définies comme suit :

Catégorie 1 : HUILES		
Lettre GTP	Code CPV	Montant annuel estimé
O	09211000-1 ; 24951000-5	9 018 619,12 € HT
Description	Tout type d'huiles, minérales ou synthétiques, à usage aéronautique, naval et terrestre.	
Catégorie 2 : GRAISSES		
Lettre GTP	Code CPV	Montant annuel estimé
G	24951000-5	517 091,78 € HT
Description	Tout type de graisses, à usage aéronautique, naval et terrestre.	
Catégorie 3 : HYDRAULIQUES		
Lettre GTP	Code CPV	Montant annuel estimé
H	24951300-3	3 544 441,69 € HT
Description	Tout type d'huiles, liquides et fluides hydrauliques, à usage aéronautique, naval et terrestre.	
Catégorie 4 : ANTICORROSION		
Lettre GTP	Code CPV	Montant annuel estimé
C	24953000-2	236 451,76 € HT
Description	Tout type d'agents et produits anticorrosion, huiles et fluides aux propriétés anticorrosives et autres produits et agents de protection.	
Catégorie 5 : SPECIAUX		
Lettre GTP	Codes CPV	Montant annuel estimé
S	44832000-1 ; 24951311-8 ; 24951200-7 ; 24959000-1	24 738 785,51€ HT
Description	Tout type de produits détergents, solvants, produits nettoyants, additifs, agents absorbants, fluides caloporteurs, liquides de refroidissement, antigel, produits à base graphite, produits hivernaux, dispersants, combustibles légers ou autres.	

Catégorie 6 : TESTS		
Lettre GTP	Code CPV	Montant annuel estimé
T	38900000-1	111 722,16 € HT
Description	Kits de test et de mesure, agents de détection.	
Catégorie 7 : EMBALLAGES		
Lettre GTP	Codes CPV	Montant annuel estimé
E	19520000-7 ; 44616000-1	995 168,44 € HT
Description	Emballages, conditionnements plastiques et métalliques, kits de prélèvement et d'échantillonnage.	
Catégorie 8 : STOCKAGE (en attente d'activation)		
Lettre GTP	Codes CPV	Montant annuel estimé
/	63120000-6	Inconnu
Description	Stockage temporaire et la location de capacité de stockage en vrac et en conditionné d'IPDE au profit du SEO.	

### 3.6. Durée de validité du Système

La durée de validité du SAD court à compter de la date à laquelle le premier opérateur économique est informé de son admission, quelle que soit la catégorie.

Le SAD est établi pour une durée de cent huit (108) mois, soit neuf (9) ans. Cette durée peut être modifiée sur décision expresse du PA.

### 3.7. Documents constitutifs du Système

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MI, le présent SAD est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

1. Les documents particuliers des MS ;
2. Le présent CCPSAD et ses annexes autres que techniques ;
3. Les annexes techniques au présent CCPSAD et autres normes ou documents référencés qui prescrivent des spécifications techniques, à jour de leurs dernières évolutions ;
4. Le RC du SAD n° DAF\_2023\_000010 ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics industriels, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/MI) ;
6. Les caractéristiques techniques de l'offre du titulaire.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra constituer une stipulation contractuelle applicable au SAD ou à un MS. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute altération ou dénaturation des données et documents contractuels, effectuée par le titulaire, est réputée inexistante.

Les documents particuliers d'un MS peuvent toujours déroger aux stipulations du présent CCPSAD, sans qu'il y ait besoin de l'explicitier au sein desdits documents.

## ARTICLE 4 - PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

#### 4.1. Conditions générales

La procédure de mise en concurrence au sein du SAD est celle de l'appel d'offres restreint prévue aux articles R. 2161-6 à R. 2161-11 du code de la commande publique. Par conséquent, une première phase candidature a lieu dans le cadre de l'admission d'un opérateur au SAD, et des phases offre ont lieu dès que cela est nécessaire. Elles visent à la conclusion de MSS ou de MSAC (voir l'article suivant).

Une procédure de mise en concurrence des opérateurs économiques admis au SAD est organisée conformément aux dispositions des articles R. 2162-49 à R. 2162-51 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG/MI et sauf décision contraire accordée par le PA, l'ensemble des notifications et informations échangées lors de l'application de la présente section intervient via la profil d'acheteur du PA (PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)). En conséquence, un candidat admis ne peut se prévaloir d'avoir notifié un quelconque document, ou information, au titre de la présente section si ladite notification est intervenue via un système d'information autre que celui du profil d'acheteur susmentionné, fut-ce par le biais d'une messagerie électronique.

#### 4.2. Typologie

##### 4.2.1. *Marchés spécifiques sous forme d'accords-cadres à bons de commande*

Pour les besoins courants et permanents, les marchés spécifiques prennent la forme d'accords-cadres à bons de commande (MSAC), prévus aux articles L. 2125-1 1° et R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique.

Pour chaque catégorie, un échéancier non exhaustif des procédures de mise en concurrence des MSAC à venir est délivré à titre indicatif en annexe 6 au CCPSAD.

##### 4.2.2. *Marchés spécifiques SPOT*

Pour les besoins exceptionnels ou en cas de nécessité, des marchés spécifique « SPOT » (MSS) peuvent être conclus. Ces marchés ne portent que sur une commande unique, dont la livraison peut éventuellement être échelonnée. Ces marchés peuvent intervenir :

- en cas d'urgence ou de rupture d'approvisionnement ;
- afin de faire la jonction entre deux marchés spécifiques sous forme d'accords-cadres à bons de commande ;
- pour acquérir des IPDE soumis à homologation au sens de l'article 5 du règlement de la consultation, mais pour lesquels aucun opérateur n'est homologué ;
- pour acquérir des IPDE non soumis à homologation (IPDE dont le code commence par « R » ou « Z ») ;
- pour acquérir un IPDE lorsque le montant maximum du MSAC qui lui est dédié a été atteint.

#### 4.3. Allotissement et multi-attribution

En principe, les marchés spécifiques sont divisés en lots, un par IPDE. Chaque lot intègre tous les types de conditionnements de l'IPDE dont il fait l'objet. Chaque opérateur est libre de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Lorsqu'un même IPDE doit être livré à la fois en vrac et en conditionné, il peut être divisé en deux lots : un lot pour le produit en vrac et un lot pour le (ou les) conditionnement(s) unitaire(s).

Le PA se réserve le droit de passer des MSAC multi-attributaires, selon une répartition et dans des conditions fixées par les documents particuliers des MS.

#### **4.4. Durée de validité d'un marché spécifique**

Les MSAC sont conclus pour une durée de douze (12) mois. Le contrat peut être reconduit deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois par reconduction tacite à compter de sa date anniversaire sans que la durée totale du contrat n'excède trois (3) ans.

Tout bon de commande notifié avant la fin de la période de validité d'un MSAC doit être exécuté jusqu'à son terme.

La durée de validité d'un MSS court à compter de sa date de notification et s'achève à la date de prise d'effet de la décision finale mentionnée à l'article 12.7 du présent CCPSAD.

#### **4.5. Envoi de l'invitation à soumissionner**

L'invitation à soumissionner répond aux dispositions des articles R. 2144-8 et R. 2144-9 du code de la commande publique.

Le PA invite simultanément tous les candidats admis pour la catégorie correspondante à présenter une offre au MS concerné. La date d'envoi de l'invitation via la profil d'acheteur du PA constitue le point de départ de la phase offre.

L'invitation à soumissionner comprend au minimum :

- La référence de l'avis d'appel à la concurrence publié ;
- La date limite de réception des offres ;
- L'adresse électronique à laquelle les offres doivent parvenir ;
- La liste des documents à fournir ;
- La pondération des critères d'attribution du marché ;
- Les documents particuliers du MS et l'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation ont été mis à disposition des candidats admis ;
- La référence du SAD ;
- La catégorie d'IPDE concernée ;
- Le type de MS (Spot ou accord-cadre à bons de commande) ;
- La liste des lots, et leurs spécifications techniques ;
- Lorsqu'il s'agit d'un MSAC, le volume estimé de commandes ;  
Lorsqu'il s'agit d'un MSS, le volume effectif de la commande ;
- Lorsqu'il s'agit d'un MSAC, les quantités maximums pour chaque lot ;
- La liste du ou des points de livraison.

#### **4.6. Soumission aux Marchés spécifiques**

Lorsqu'un IPDE est soumis à homologation, seuls les candidats admis dont la décision d'homologation, ou toute décision équivalente conformément à l'article 9.2 du présent CCPSAD, est à jours et valide au jours de la date limite de réception des offres, peuvent soumissionner au lot de l'IPDE concerné.

La durée de validité des offres est de cent vingt (120) jours.

L'offre du soumissionnaire comprend notamment et, le cas échéant, pour chaque IPDE auquel il soumissionne :

- les annexes et documents constitutifs de l'offre financière et technique du soumissionnaire, dûment complétés et non altérés, dans les formes et selon les unités de mesures prescrites par le PA ;
- la fiche technique (ou « *technical data sheet* »), ou tout autre document équivalent émanant du titulaire et attestant que l'offre correspond aux caractéristiques listées au sein de la spécification technique de référence ;

- le cas échéant, la fiche d'identification établie en application de l'instruction n° 4942/DEF/DCSEA/SDE/SDE3 du 17 décembre 2013 ;
- le cas échéant, la décision d'homologation à jour de la composition chimique de l'IPDE ou, à défaut, un équivalent établi conformément à l'article 9.2 du présent CCPSAD ;  
ou, à défaut, une autorisation de revente, ou tout autre équivalent, délivrée au soumissionnaire par un opérateur économique détenteur d'une décision d'homologation délivrée par le PA ou un équivalent établi conformément à l'article 9.2 du présent CCPSAD ;
- le cas échéant, la fiche technique des emballages ;
- le cas échéant, le plan de palettisation conforme aux spécifications techniques ;
- le cas échéant, la documentation technique des palettes ;
- l'ensemble des autres documents et informations sollicités par l'invitation à soumissionner.

REMARQUE : il est toujours loisible au candidat admis, lorsque cela est possible, de notifier au PA les documents listés ci-dessus avant tout commencement de phase offre.

#### 4.7. Attribution et conclusion des Marchés spécifiques

Un MS est conclu avec le soumissionnaire dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères indiqués dans l'invitation à soumissionner.

Pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse est sélectionnée selon les critères suivants, hiérarchisés comme suit :

Intitulé du critère	Condition de mise œuvre	Pondération minimale
Critère prix	toujours	40%
Critère délai	toujours, sauf lorsque le Pouvoir adjudicateur impose d'emblée des délais d'exécution au sein des documents particuliers des MS	10%
Critère relatif aux capacités minimales et/ou maximales de production par lot de fabrication	lorsque cela est nécessaire	5%
Critère de dangerosité et de risque	lorsque cela est pertinent	5%
Critère relatif à la date limite d'utilisation (DLU) garantie par le constructeur	lorsque le Pouvoir adjudicateur n'impose pas d'emblée de DLU au sein des documents particuliers des MS	5%
Critère environnemental	lorsque cela est pertinent	5%

Par ailleurs, lorsque le PA se trouve dans l'un des cas cités aux articles R. 2122-1 à R. 2122-11 du code de la commande publique, il peut passer un MS sans publicité ni mise en concurrence préalables.

### ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

#### 5.1. Confidentialité

Le titulaire, ou le candidat admis, s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution d'un MS, ou du fait de sa simple participation au SAD, sans qu'il soit besoin d'en expliciter le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent



être, sans autorisation expresse du PA, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du SAD ou d'un MS, ou à l'issue de l'exécution d'un MS.

Le PA pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation d'un MS aux torts du titulaire.

## **5.2. Sécurité**

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Dans les enceintes militaires ou des forces de souveraineté de l'Etat, des mesures de contrôle doivent être respectées, notamment :

- présentation d'une pièce d'identité valide (carte d'identité ou passeport) ;
- port d'un badge de manière permanente et apparente ;
- renseignement d'une fiche de visite ;
- respect des modalités de contrôle d'accès et d'identification ;
- interdiction d'utiliser un appareil photo ou un téléphone portable ou équivalent ;
- respect des règles de discrétion professionnelle ;
- interdiction de se déplacer seul dans des zones interdites à la circulation du public ;
- nécessité éventuelle d'un préavis de visite de 48 heures ou plus.

## **5.3. Information**

Le titulaire assure la disponibilité de toutes les informations requises aux fins de la classification et de l'étiquetage, notamment la fiche de données de sécurité, pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fourni cette substance ou ce mélange pour la dernière fois.

Le candidat admis, comme le titulaire d'un MS, est tenu de notifier sans délai au PA les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire.

Cette liste n'est pas exhaustive.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur l'exécution d'un MS doivent être notifiées au PA. La notification de ces informations conformes au PA est réputée modifier les documents contractuels sans formalité et de plein droit.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Le titulaire notifie sans délai au PA tout changement, même minime ou affectant une substance inférieure à la *valeur seuil*, relatif à la formulation de l'IPDE qu'il fournit au titre de l'exécution



d'un MS. Le défaut de notification d'un tel changement rend les prestations affectées par celui-ci non conformes.

#### **5.4. Considérations sociales et environnementales**

Les documents particuliers d'un MS peuvent prévoir des clauses sociales ou environnementales.

#### **5.5. Responsabilité générale du titulaire**

En sus de ses obligations particulières résultant des stipulations contractuelles et dispositions réglementaires applicables à l'exécution des prestations objet du SAD, le titulaire est tenu de mettre en œuvre, de manière générale, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications techniques et en conformité avec la réglementation applicable. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels et la réglementation applicable au SAD.

Sauf lorsque le PA prend expressément à sa charge ces opérations, le titulaire est responsable de la bonne exécution, du point de vue technique, des opérations de ravitaillement et de remplissage des capacités de stockage en vrac effectuées (notamment en ce qui concerne la qualité des produits, les manipulations des produits et des matériels et les mesures de sécurité).

Les prestations devront être conformes aux prescriptions et spécifications techniques de l'ensemble des normes ou homologations du SEO ou de toute norme de droit d'effet équivalente. Cette stipulation vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation d'un MS, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives au cours de l'exécution d'un MS.

Le titulaire est tenu de notifier, conformément aux stipulations du présent CCPSAD, sans délai au PA les modifications qui surviennent en cours d'exécution. En cas de manquement, le PA ne saurait être tenu pour responsable des conséquences qui peuvent en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé par la non-conformité contractuelle ou réglementaire d'une prestation objet du SAD et survenu à l'occasion de l'utilisation attendue d'un IPDE, même si le MS concerné est arrivé à son terme.

Le titulaire est responsable du conditionnement, de l'étiquetage et du transport des IPDE conformément aux réglementations applicables. Sauf à ce que le PA ait réalisé, postérieurement à la livraison, une altération volontaire et substantielle de l'état des *contenants unitaires, emballages, colis et suremballages*, tels qu'ils étaient au moment où leur livraison a eu lieu, le titulaire demeure responsable de la conformité de ces derniers à la réglementation applicable. Dans ce cas, le titulaire demeure donc responsable de tout dommage occasionné lors de leur transport, de leur réexpédition ou de leur manutention, qui résulterait de leur non-conformité réglementaire, même si le MS concerné est arrivé à son terme.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L. 1262-2-1 du code du travail.

Le titulaire ne peut se prévaloir du fait que des personnes de nationalité étrangère concourent à l'exécution d'un MS pour justifier un manquement ou se dégager de ses obligations contractuelles.

## 5.6. Garanties

L'ensemble des garanties s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil. Pour l'application des articles précités au présent contrat, le PA n'est pas qualifié *d'acheteur professionnel*.

Indépendamment de tout autre garantie, le titulaire d'un MS garantit pleinement et à titre exclusif tout IPDE livré jusqu'à la fin de sa DLU.

## 5.7. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au PA en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer à son personnel, aux agents du PA ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au PA ou à des tiers.

Le titulaire doit, avant le début et au cours de l'exécution d'un MS, être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du SAD.

Il s'engage à notifier au PA, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le PA de toute modification de son contrat d'assurance.

## ARTICLE 6 - FORMES ET CONDITIONS DES MODIFICATIONS

### 6.1. Modification du Système

Le PA peut modifier les documents constitutifs du SAD tout au long de sa durée de validité. Les candidats au SAD et les candidats admis qui soumissionnent à un MS se basent sur la dernière version modifiée desdits documents.

### 6.2. Modification d'un Marché spécifique

#### 6.2.1. *Motifs de modification d'un Marché spécifique*

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications peuvent être effectuées dans les cas définis ci-dessous.

##### 6.2.1.1. *Prestations supplémentaires devenues nécessaires*

Sans préjudice aux principes de la commande publique, et lorsqu'elles deviennent nécessaires, l'ajout de prestations supplémentaires justifie toute modification des éléments essentiels d'un MS. L'ensemble des prestations supplémentaires ainsi ajoutées ne peut représenter une augmentation supérieure à dix fois les quantités maximums du MS.

Au sens du présent contrat, des prestations supplémentaires sont nécessaires lorsque, au moment où la modification intervient :

- au sens de l'article R. 2322-3 du code de la commande publique, il existe une crise en France ou à l'étranger ;
- au sens de l'article XX du GATT de 1994, un *risque de pénurie mondiale* se fait sentir ;
- au sens de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, il existe un *cas exceptionnel* dûment justifié ;

- il existe une crise nationale ou internationale dûment reconnue par une autorité étatique ou interétatique ;
- au sens du livre VII du code de la commande publique, Il existe des *circonstances exceptionnelles*.
- un événement imprévisible se produit. Est considéré comme événement imprévisible au sens de la présente clause, toute circonstance non prévue au moment de la notification du MS qui entraîne une consommation accrue de l'IPDE objet dudit MS, tels que le déclenchement d'exercices, d'opérations, de missions ou la mise en service de nouveaux matériels.

#### 6.2.1.2. *Changement du point de livraison*

En cas de transfert du site de stockage des IPDE du SEO, d'apparition ou de disparition de sites bénéficiaires ou en cas de nécessité opérationnelle, des points de livraison peuvent être ajoutés, supprimés ou substitués. Dans ce cadre, seul le prix du transport peut être modifié.

#### 6.2.1.3. *Modification de tout élément non essentiel du marché*

Lorsqu'un changement de circonstance ou de contexte intervient, notamment suite à la notification d'une information dont la communication est rendue contractuellement ou réglementairement obligatoire, ou suite à l'adoption d'une loi ou d'un règlement, le PA modifie un élément non essentiel ou *non substantiel* (au sens de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique) du présent contrat par simple notification au titulaire.

### 6.2.2. **Modalités de modification d'un marché spécifique**

#### 6.2.2.1. *Circonstances imprévues*

Conformément aux articles L. 6 4° et R. 2194-5 du code de la commande publique, le PA peut modifier unilatéralement le contrat lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un PA diligent ne pouvait pas prévoir, comme l'adoption d'une loi ou d'un règlement applicable aux prestations objet du MS, l'évolution de la structure du PA ou l'émergence de nouveaux besoins opérationnels.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2, 7.2, 23, 25 alinéa 2 et 30.4 du CCAG/MI, le MS est modifié dans ces conditions par simple notification au titulaire concerné.

#### 6.2.2.2. *Modification bilatérale*

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2, 7.2, 23, 25 alinéa 2 et 30.4 du CCAG/MI, outre les modalités particulières de modification décrites au sein du présent CCPSAD, le PA peut, de manière générale, modifier un MS par simple notification au titulaire concerné, sous réserve de son acceptation.

A compter de la notification de la modification, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour notifier son acceptation ou son refus au PA. Si le titulaire refuse la modification, celle-ci est annulée.

*A contrario*, à compter de l'acceptation par le titulaire ou à l'issue du délai de quinze (15) jours en cas de silence gardé par lui, la modification est considérée comme exécutoire à la date où elle a été notifiée initialement et le titulaire est réputé avoir consenti à ladite modification.

Le dispositif de la notification d'une telle modification mentionne les stipulations de l'alinéa précédent.

#### 6.2.2.3. *Modifications de plein droit*

S'agissant des changements bénins affectant le titulaire, la simple notification par celui-ci, est réputée modifier le présent contrat en ce sens, sans autre formalité et de plein droit.

Au sens du présent CCPSAD, constitue notamment un changement bénin tout changement affectant le titulaire et qui se rapporte :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires.

Lorsque cela est possible, la vérification de l'authenticité des changements bénins se fait uniquement en consultant les bases de données officielles telles que :

- le Registre national des entreprises, consultable sur le site de l'Institut national de la propriété industrielle (<https://data.inpi.fr/>) et sur la plateforme [annuaire-entreprises.data.gouv.fr](https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr) ;
- les bases de données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), accessible sur les sites <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/sources-de-donnees/insee> et <https://www.insee.fr>.

Les données et informations consultables sur ces sites et plateformes officiels font foi, sans que le PA ait besoin d'édicter un quelconque acte les confirmant.

## ARTICLE 7 - EXCLUSION, RESILIATION, CONTENTIEUX

### 7.1. Exclusion d'un candidat admis

Sauf décision contraire du PA, tout candidat admis titulaire d'un MS résilié pour faute est exclu d'office du SAD à compter de la date de prise d'effet de la résiliation.

Du reste, le PA peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en ait été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours dès réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat admis :

- en cas d'absence de réponses du candidat suite à trois invitations à soumissionner à des MS pour lesquels il est en capacité de répondre ;
- en cas d'absence de transmission des documents justificatifs nécessaires à la phase candidature lorsque le PA en a demandé la mise à jour.

### 7.2. Exécution aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 48 du CCAG/MI, le PA peut, sans prononcer éventuellement la résiliation d'un MS, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par ledit MS, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui ne peut souffrir d'aucun retard.

Le titulaire d'un MS n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

### 7.3. Résiliation pour faute

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, le MS concerné pourra être résilié à ses torts exclusifs et sans indemnité. La décision du PA mentionne la date d'effet de cette résiliation.

Le PA peut résilier un MS lorsque son titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

#### **7.4. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le PA peut résilier un MS pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

Pour l'application du présent article, constitue un motif d'intérêt général :

- la protection des intérêts financiers de l'Etat ;
- une éventuelle restructuration ou réorganisation des services ;
- une menace à la sécurité d'approvisionnement en IPDE ;
- tout conflit armé menaçant ou impliquant les forces armées françaises et alliées.

#### **7.5. Différends**

En cas de différend, le PA et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises.

Le titulaire peut contacter le service Médiateur des entreprises du ministère des Armées aux coordonnées suivantes :

- Courriel : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr)
- Site Internet : <https://www.achats.defense.gouv.fr/aide/mediation>
- Téléphone : +33.9.88.68.19.25.

#### **7.6. Contentieux**

Hormis s'agissant des MS dont le lieu d'exécution ne s'étend pas au-delà d'un unique département, le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal Administratif de Nancy  
5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038  
54036 NANCY Cedex.  
Tél. : +33.3.83.17.43.43, Télécopie : +33.3.83.17.43.50.  
Courriel : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)  
Site Internet : <http://nancy.tribunal-administratif.fr>

### **ARTICLE 8 - CLAUSES DIVERSES**

#### **8.1. Protection du secret des affaires par le Pouvoir adjudicateur**

Le PA étant astreint à la protection du secret des affaires, le titulaire ne peut se prévaloir qu'une information demandée par le PA soit couverte par ledit secret pour en refuser la transmission.

#### **8.2. Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire au PA doivent être rédigés en langue française. Sauf décision contraire prise par le PA, dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le PA et le titulaire durant la phase d'exécution du SAD s'effectue en français.

#### **8.3. Protection des données personnels**

Les modalités de mise en œuvre de la protection des données personnelles sont contenues en annexe 5 au présent CCPSAD.

# PARTIE 2 - CLAUSES TECHNIQUES

## ARTICLE 9 - GENERALITES TECHNIQUES

### 9.1. Nature et évolutions des spécifications techniques

Les spécifications techniques applicables aux prestations objet du SAD le sont par référence à des normes et documents susceptibles d'évoluer durant la durée de validité du SAD et au cours de l'exécution d'un MS. Lesdites évolutions sont d'application directe. Sauf indication contraire expressément notifiée par le PA, le titulaire d'un MS veille à appliquer les spécifications techniques en vigueur au jour où une commande lui est notifiée.

S'agissant des évolutions de spécifications techniques applicables par référence à des normes ou documents accessibles publiquement et qui n'émanent pas du SEO, le titulaire d'un MS est réputé en avoir pris connaissance au jour de leur publication.

En application de l'article R. 2111-7 alinéa 2 du code de la commande publique, l'opérateur économique ne peut déroger, sauf décision expresse du PA, d'aucune manière aux spécifications techniques applicables aux prestations, objet du SAD.

### 9.2. Homologation des produits

S'agissant des IPDE soumis à homologation, ils doivent, conformément à l'article R. 2111-17 du code de la commande publique :

- Soit, faire l'objet d'une homologation délivrée par le CETSEO, ou par tout autre laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC), sous réserve qu'il utilise les mêmes méthodes d'homologation que celles décrites dans la spécification technique correspondante ;
- Soit, à défaut, faire l'objet d'une homologation équivalente, c'est-à-dire une homologation qui permet d'attester que le produit répond en tout point aux exigences et caractéristiques fixées par la spécification technique correspondante, sous réserve qu'une telle homologation utilise des méthodes équivalentes à celles décrites dans la spécification concernée ;
- Soit, à défaut, être techniquement conforme en tout point aux exigences et caractéristiques fixées par la spécification technique correspondante, uniquement lorsque l'homologation exigée ne peut être obtenue dans les délais de procédure impartis, et ce pour des raisons qui ne sont pas imputables à l'opérateur ; il peut alors le prouver par tout moyen de force probatoire équivalente à une homologation.

L'homologation, ou tout autre moyen de preuve équivalent, doit être impérativement détenue et présentée par l'opérateur à la date limite de réception des offres du lot auquel il soumissionne.

Si le titulaire est un revendeur, il doit détenir une autorisation de revente, ou tout autre équivalent, délivrée par un opérateur économique détenteur d'une décision d'homologation délivrée par le PA ou un équivalent établi conformément à l'article 9.2 du présent CCPSAD

Tout IPDE soumis à homologation fourni dans le cadre de l'exécution d'un MS doit être conforme à l'homologation ou son équivalent et, le cas échéant, à la FI dont il fait l'objet. Dans le cadre de son obligation d'information, en cas de changement ou d'évolution ayant pour effet de ne plus faire correspondre l'IPDE fourni avec l'homologation ou la FI dont il fait l'objet, le titulaire doit notifier, sans délai et dans toute son envergure, ledit changement ou ladite évolution au PA.

## ARTICLE 10 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES

### 10.1. Lois et règlements applicables

Sans que cela soit exhaustif, l'exécution des MS se fait en conformité avec les textes suivants dans leur version en vigueur :

- Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques ;
- Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (CLP) des substances et des mélanges ;
- Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;
- Instruction N° 1899/DEF/DCSEA/SDO/SDO2/RD2 du 28 juin 2016, relative à la désignation réglementaire, au marquage et à l'étiquetage des emballages des carburants, ingrédients et produits divers distribués par le service des essences des armées ;
- Instruction N° 1277/DEF/DCSEA/SDO/SDO2/RD2 du 31 mai 2015, relative au contrôle de la qualité des ingrédients, produits divers et emballages distribués par le service des essences des armées ;
- Instruction N° 4942/DEF/DCSEA/SDE/SDE3 du 17 décembre 2013, relative aux procédures d'homologation des produits distribués par le service des essences des armées.

NOTA : dans le présent CCPSAD, toutes les notions et qualifications définies par ces réglementations susvisées apparaissent en *italique*.

### 10.2. Conditionnement et transport

Le titulaire est responsable de la qualité et de la conformité réglementaires du conditionnement des IPDE et de leur transport. Au sens du présent CCPSAD, le conditionnement comprend les *contenants unitaires*, les *colis*, les *emballages*, y compris *intermédiaires*, les *suremballages*, la *palettisation*, le *marquage*, l'*étiquetage*.

Le PA peut imposer des exigences spécifiques en matière de conditionnement au sein des documents particuliers des MS ou, à défaut, par référence à des guides édictés par le PA et joints au présent CCPSAD. Toutefois, dans ces cas, cela ne décharge pas le titulaire de sa responsabilité en la matière.

Ces exigences spécifiques répondent au besoin du PA en matière de réexpédition et de transport d'IPDE par voies terrestre, maritime et aérienne dans des zones de guerre ou de conflit armé.

En cas de contradiction entre les normes contractuelles (que ce soit le présent CCPSAD, ses annexes et documents joints) ou les documents propres à chaque MS et les réglementations nationale et européenne susvisées en matière de conditionnement et de transport de produits et matières dangereux, les secondes normes priment sur les premières.

A ce titre, le titulaire, dans le cadre de son obligation d'information du PA, lui notifie sans délai toute contradiction ou incohérence dont il a connaissance.

Les IPDE sont livrés en *contenants unitaires* ou en *vrac*.

### 10.3. Emballage et palettisation

Le PA peut imposer qu'aucune appellation commerciale ou marquage commercial ne figure sur les *emballages*, y compris *intermédiaires*, et *suremballages* fournis par le titulaire.

Les exigences particulières du PA en termes d'emballages et de palettisation répondent à des contraintes logistiques lourdes, notamment s'agissant du transport par voies aériennes. A ce titre, il convient de se référer au guide en la matière.

Alors même que la livraison des IPDE s'opère par voie terrestre, le PA peut notamment imposer le respect des normes applicables au transport par voies maritimes et aériennes, telle que :

- le Code maritime international des marchandises dangereuses (IMDG – *international maritime dangerous goods*) ;
- la réglementation pour le transport aérien international des marchandises dangereuses (IATA – *international air transport association*).

#### 10.4. Marquage et étiquetage

Le PA peut imposer au titulaire le *marquage* et l'*étiquetage* des *contenants unitaires* et *colis* sous forme non-commerciale propre au SEO et pour son compte. A ce titre, le titulaire demeure responsable du respect des règles et des bonnes pratiques en la matière, notamment s'agissant de l'apposition des mentions réglementaires obligatoires sur les *étiquettes* ou *emballages* et leurs dimensions.

Pour la mise en œuvre du principe de responsabilité élargie du producteur (REP) posé par le code de l'environnement, l'étiquetage imposé par le PA n'est pas une marque.

Les étiquettes d'identification et les étiquettes de sécurité-mode d'emploi doivent être notifiées préalablement au PA, pour approbation. Cette transmission doit intervenir pour chaque IPDE et avant chaque livraison.

#### 10.5. Spécifications propres aux produits nus

Selon les cas, les spécifications techniques des IPDE se font par référence :

- à des spécifications propres à l'OTAN ou au Ministère des armées, jointes au présent CCPSAD ou aux documents particuliers des MS, et accessibles dans les conditions décrites ci-dessous ;
- à des spécifications et références commerciales ;
- à des normes de standardisation nationales ou internationales.

Les spécifications techniques des IPDE dont le code ne commence ni par « R » ni par « Z » sont accessibles gratuitement via le profil QuickFDS du SEO à l'adresse suivante : <https://www.quickfds.com/dcsea/>. Il convient de remplir les champs « Votre société », « Votre nom » et « Votre adresse e-mail », et de saisir n'importe quel mot de passe (par exemple : « Sad900 »). Il faut ensuite saisir le code de l'IPDE recherché.

Les spécifications techniques des IPDE dont le code commence par « R » ou par « Z » sont indiquées au sein de la fiche de l'IPDE contenue au sein du GTP, accessible gratuitement au format .PDF via le site officiel du SEO à l'adresse suivante : <https://www.defense.gouv.fr/energie-ops/guide-technique-produits-distribues-seo>.

### ARTICLE 11 - EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 11.1. Fiche de données de sécurité

Le titulaire notifie au PA la FDS de chaque IPDE qu'il fournit au titre du MS dans les sept (7) jours suivant la notification dudit MS.

Les FDS transmises sont intégralement rédigées en langue française. Toute FDS notifiée dans le cadre du SAD est à jour et conforme.

En cas de modification, effectuée suite à un changement réglementaire d'ordre général ou particulier, ou effectuée à l'initiative du titulaire, ou sur demande expresse notifiée par le PA,



le titulaire notifie la FDS concernée à jour dans les quinze (15) jours qui suivent la survenance du fait générateur de la modification. Cette obligation pèse sur le titulaire pendant un (1) an à compter de la dernière livraison de l'IPDE concerné, quand bien même le titulaire ne serait plus lié contractuellement au PA. La notification des FDS conformes et à jour par le titulaire au PA constitue une obligation positive qui suppose un rôle actif du titulaire.

A ce titre, une simple mise à disposition des FDS ne saurait suffire à remplir ladite obligation. De même que l'envoi d'un lien vers un système d'information permettant son téléchargement sur un support numérique. A l'inverse, sous réserve de la bonne application du reste des stipulations contractuelles, l'envoi d'un courriel contenant en pièce jointe une FDS au format .PDF aux l'adresses indiquées en annexe 3 au présent CCPSAD permet au titulaire de s'acquitter de son obligation.

Le titulaire autorise à titre gratuit le SEO à utiliser ce document pour établir sous son timbre la FDS du produit. Le titulaire autorise également la diffusion de cette dernière par tout moyen à la convenance du PA, y compris par son insertion dans la bibliothèque des FDS du SEO distribuée sur support informatique.

Le titulaire assure la disponibilité de la fiche de données de sécurité pendant une période d'au moins dix (10) ans après la date à laquelle il a livré cette substance ou ce mélange concerné pour la dernière fois.

### **11.2. Certificat qualité**

Le titulaire notifie au PA un CQ pour chaque lot de fabrication. Le CQ est notifié :

- en étant joint à l'avis de présentation à la vérification en usine, lorsque les opérations de vérification qualitative se déroulent en usine ;
- préalablement (souhaité) ou concomitamment à la livraison lorsque les opérations de vérification qualitative s'effectuent à destination.

Le CQ est un résultat d'analyse qui reprend les différents points et caractéristiques listés au sein de la spécification technique de référence, qu'elle soit édictée par le SEO ou autre. A ce titre, le CQ doit indiquer :

- l'ensemble des caractéristiques mentionnées dans la spécification technique de référence ;
- pour chaque caractéristique, les résultats associés ; la seule mention « conforme », ou un équivalent non détaillé, ne saurait suffire ;
- la date d'établissement du CQ ;
- le numéro de « batch » / lot de fabrication du fournisseur ;
- le numéro de lot de fabrication attribué par le SEO via le bon de commande ;
- pour chaque lot de fabrication, sa date de fabrication.

### **11.3. Lots de fabrication**

Il est attribué un numéro de lot correspondant à l'unité de fabrication du titulaire. Chaque lot de fabrication est certifié par le titulaire comme étant homogène et provenant d'une fabrication unique.

Sauf décision contraire et expresse du PA, les lots de fabrication proposés ne doivent pas avoir leur DLU entamée de plus de 15%.

### **11.4. Commandes**

S'agissant des MSAC, les commandes sont envoyées au titulaire au fur et à mesure des besoins à l'aide de bons de commande.

Le prix inscrit sur les bons de commande l'est à titre indicatif.

Chaque bon de commande indique le type d'opération de vérification qualitative à réaliser entre :

- une opération de vérification qualitative à destination;
- une opération de vérification qualitative en usine .

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/MI, pour la computation des délais, la date d'envoi du bon de commande vaut date de notification. Toutefois, cela ne dispense pas le titulaire d'accuser réception du bon de commande dans un délai de huit (8) jours à compter de l'envoi de celui-ci.

La durée d'exécution s'achève :

- au jour de la livraison ;
- au jour de la notification par le titulaire au PA de l'avis de présentation à la vérification en cas de contrôle en usine.

### **11.5. Délais**

Les délais de livraison et de présentation à la vérification en usine sont :

- soit fixés par le PA au sein des documents particuliers des MS ;
- soit déterminés par le soumissionnaire au sein des caractéristiques techniques de son offre, notamment lorsque les délais sont un critère de l'offre.

### **11.6. Prolongation de délai et sursis de livraison**

Toute demande de report de délai de livraison est notifiée au PA en joignant le formulaire dûment complété figurant en annexe 2 au présent CCPSAD, accompagné de tout justificatif probant.

Les prolongations de délai et sursis de livraison sont respectivement accordés conformément aux articles 14.3 et 30.5 du CCAG/MI. Pour rappel et à titre indicatif, une prolongation de délai modifie la date limite contractuelle d'exécution tandis qu'un sursis de livraison se borne à suspendre l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.3.3 du CCAG/MI, le PA dispose d'un délai d'un (1) mois pour statuer sur la demande du titulaire, le silence gardé par le PA à l'issue de ce délai vaut décision de rejet.

Par ailleurs, le PA prolonge d'office le délai d'exécution jusqu'à la date indiquée sur le bon de commande lorsque celle-ci est postérieure à la date limite d'exécution contractuelle initiale. En d'autres termes, un tel bon de commande constitue une décision de prolongation de délai au sens de l'article 14.3 du CCAG/MI, et la date inscrite en son sein fait foi.

### **11.7. Livraison**

#### **11.7.1. Lieux de livraison**

Les points de livraison principaux sont Toulon (83), Brest (29), Bouy (51), Cherbourg-en-Cotentin (50) et, à partir de 2026, Portes-lès-Valence (26). Certaines livraisons peuvent également intervenir dans des sites militaires de France métropolitaine, Corse incluse. La liste définitive des points de livraison est établie au sein des documents particuliers des marchés spécifiques

#### **11.7.2. Préavis de livraison**

Aucune livraison ne peut intervenir sans que le responsable du service réceptionnaire n'ait été prévenu et n'ait donné son accord.

Le titulaire d'un MS doit informer, au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, le responsable du service réceptionnaire de la date et de l'heure prévues de la livraison par téléphone, ou, à défaut, par tout autre moyen de télécommunication, aux coordonnées indiquées au sein des documents particuliers du MS.

Le délai de quarante-huit (48) heures précité peut être allongé unilatéralement par le PA, même au cours de l'exécution d'un MS, d'autant de temps que nécessaire lorsque les impératifs liés à la défense nationale l'imposent.

Le titulaire ne peut effectuer de livraisons les jours non ouvrés, sauf dérogation expressément accordée par le PA.

#### **11.7.3. Régime de livraison**

Les IPDE conditionnés ou en vrac sont livrés par véhicule routier à la charge du titulaire suivant les règles internationales INCOTERMS 2020 (International commercial terms ou CIV conditions internationales de vente) en vigueur au jour de la commande, **en rendu droits acquittés ou « DDP : delivered duty paid ».**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG/MI, les opérations de déchargement sont à la charge du site réceptionnaire.

#### **11.7.4. Livraisons fractionnées**

Le fractionnement doit être explicitement accepté ou demandé par un écrit du PA, à joindre à la facture concernée (si le fractionnement est mentionné sur le bon de commande, le joindre suffit) ; les modalités de computation des délais d'exécution sont fixées par le PA dans sa demande ou son acceptation.

En ce qui concerne la révision des prix et les modalités de règlement, chaque fraction s'analyse comme une commande autonome.

#### **11.8. Suspension des délais d'exécution lors des congés annuels**

Les périodes de fermeture pour congés annuels, renseignées par l'opérateur à l'annexe 4 au présent CCPSAD suspendent, pendant le temps qu'elles durent, l'écoulement des délais d'exécution qui courent sur cette période.

Les périodes de congés annuels renseignées ne peuvent représenter une durée totale supérieure à cinq (5) semaines par an.

#### **11.9. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG/MI, en cas de retard dans l'exécution d'une prestation objet d'un MS, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités ;
- V = valeur (en euros HT) des fournitures ou des prestations livrées en retard ou résiliées, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix, de la partie des prestations en retard, résiliée ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard.

Les pénalités, réputées initialement provisoires, sont précomptées de plein droit sans formalité préalable au moment du règlement de la facture, indépendamment de la mise en œuvre de la procédure prévue par les alinéas 1 et 2 de l'article 15.1 du CCAG/MI.

Lorsqu'une pénalité est applicable, le PA peut décider soit :

- de son application ;
- de son exonération partielle ;
- de son exonération totale.

L'article 15.3 du CCAG/MI ne s'appliquent pas.

Les pénalités peuvent être exonérées tacitement par le PA.

#### **11.10. Application en cas de contrôle en usine**

Les stipulations du présent article s'appliquent également aux délais et modalités de présentation à la vérification en usine, il faut alors lire « avis de présentation à la vérification en usine » au lieu de lire « livraison ».

### **ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **12.1. Nature des opérations**

Les opérations de vérification qualitative sont effectuées par le PA. Il en est de deux sortes :

- soit à l'usine de fabrication dans le cadre d'un contrôle en usine ;
- soit à l'établissement destinataire dans le cadre d'un contrôle à destination.

Dans les deux cas, le titulaire notifie au PA le CQ dans les conditions fixées par l'article 11.2 du présent CCPSAD.

Chaque bon de commande indique lequel des deux types de contrôle sera réalisé. Le titulaire veille à en tirer toutes les conséquences. Un bon de commande indiquant un contrôle en usine vaut demande de présentation à la vérification en usine.

Il appartient également au titulaire de vérifier préalablement avant toute livraison, la conformité de l'IPDE au regard :

- de sa Fiche d'identification (FI) lorsqu'elle existe ;
- de l'ensemble des spécifications techniques applicables.

Par dérogation à l'article 32.1 du CCAG/MI, quel que soit le type de contrôle, les opérations de vérification peuvent porter sur tout ou partie des spécifications et exigences techniques attachées aux prestations.

#### **12.2. Opérations de vérification qualitative en usine**

Lorsque les opérations de vérification qualitative ont lieu à l'usine de fabrication, le *contrôleur* du SEO prélève trois échantillons de sorte que :

- le premier échantillon est envoyé par le titulaire au CETSEO pour analyse ;
- le deuxième échantillon (échantillon témoin du PA) est envoyé par le titulaire au dépôt destinataire de la commande ;
- le troisième échantillon (échantillon témoin du titulaire) est conservé par le titulaire.

Les quantités prélevées ainsi que les modalités des prélèvements sont précisées au sein de l'annexe T12 au présent CCPSAD.

La fourniture des produits et les frais d'expédition sont à la charge du titulaire et réputés compris dans le PUHT (prix unitaire HT) des prestations.

Le PA notifie l'acceptation qualitative en usine par *lettre d'acceptation qualitative*. Dès notification de cette lettre d'acceptation par le titulaire, celui-ci dispose d'un délai de deux (2) semaines maximum (possibilité de livraison anticipée) pour livrer le produit à l'adresse de livraison indiquée sur le bon de commande. Une lettre d'acceptation qualitative ne vaut pas

décision d'admission des prestations et n'ouvre donc pas droit au paiement ni n'entraîne de transfert de propriété.

Sur demande expresse du PA, le titulaire réalise lui-même le prélèvement et l'envoi des échantillons. Ladite demande précise les modalités de prélèvement et d'envoi.

### **12.3. Opérations de vérification qualitative à destination**

Lorsque les opérations de vérification qualitative ont lieu à l'établissement destinataire, un échantillon peut être prélevé puis envoyé au CETSEO pour analyse sur demande de l'entité technique. Le cas échéant, la fourniture du produit et les frais d'expédition sont à la charge du PA.

Au cours de ces opérations de vérification, les résultats des analyses sont comparés aux limites fixées par les spécifications et exigences techniques attachées aux prestations. Tout écart par rapport à ces limites doit être justifié par le titulaire. Un tel écart peut faire obstacle à l'admission des prestations concernées.

Sur demande expresse du PA, le titulaire réalise lui-même le prélèvement et l'envoi des échantillons préalablement ou concomitamment à la livraison dans les conditions fixées à l'article précédent. Ladite demande précise les modalités de prélèvement et d'envoi.

### **12.4. Opérations de vérification relatives au conditionnement**

Par dérogation à l'article 32.1 du CCAG/MI, le PA n'est pas responsable de la conformité du conditionnement d'IPDE en *contenants unitaires*, de leurs *suremballages* et *colis* et n'effectue pas d'opérations de vérification qualitative en la matière de manière systématique. Si toutefois une non-conformité est observée à destination, le PA le notifie au titulaire qui doit alors, sans délai et par tout moyen, mettre en conformité le conditionnement sur le site destinataire ou le reprendre à sa charge.

### **12.5. Opérations de vérification quantitative à destination**

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées contradictoirement à chaque livraison.

Les quantités effectivement livrées sont inscrites sur la décision d'admission. Ainsi, lorsque les quantités livrées sont inférieures aux quantités commandées, seules les quantités effectivement livrées peuvent être admises.

Sauf décision contraire prise par le PA et inscrite sur la décision d'admission, lorsque les quantités livrées sont supérieures de 5% aux quantités commandées, l'entièreté de l'excédent est reprise par le titulaire à ses frais.

### **12.6. Délais impartis**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/MI, le délai imparti au PA pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est porté à neuf (9) semaines à compter de la date de livraison ou à compter de la date de mise à disposition des IPDE par le titulaire pour un contrôle en usine.

### **12.7. Décision du Pouvoir adjudicateur**

Le présent article déroge en partie à l'article 34 du CCAG/MI.

#### **12.7.1. Admission**

Lorsque les prestations répondent aux stipulations du contrat, le PA en prononce l'admission. Cette admission prend effet à sa date de notification au titulaire.

En l'absence de notification, par le PA au titulaire, de décision d'admission expresse, l'admission est tacitement prononcée :

- à l'issue du délai fixé à l'article 12.6 du présent CCPSAD ;
- à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant la remise, par le titulaire, du rapport d'analyse, en cas d'analyse contradictoire mentionnée à l'article 12.7.4 du présent CCPSAD, dans l'hypothèse où le rapport est en faveur du titulaire.

Nonobstant la mise en œuvre de toutes les garanties applicables, une fois la décision d'admission finale prise par le PA, l'ensemble des prestations attachées à la commande concernée est réputé conforme aux stipulations contractuelles et ouvre droit au paiement, sans qu'il y ait besoin d'autres formalités de la part d'une des parties.

#### **12.7.2. Réfaction**

En cas d'admission d'un lot de fabrication avec réfaction, le motif de la réfaction et le pourcentage de la réfaction appliqué sont notifiés au titulaire. Le pourcentage de réfaction appliqué au prix total de la prestation non conforme correspond au taux de non-conformité de la caractéristique technique en cause.

#### **12.7.3. Ajournement**

L'ajournement est réalisé selon les conditions prévues par le CCAG/MI.

#### **12.7.4. Rejet**

Lorsque les prestations présentées sont non conformes, en tout ou partie, aux stipulations du contrat, le PA prononce le rejet de la prestation et le notifie au titulaire.

Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de notification de la décision de rejet, pour formuler des observations.

##### **12.7.4.1. En cas de rejet du produit suite aux analyses du CETSEO**

Dans le cas où le titulaire formule des observations dans le délai imparti de quinze (15) jours calendaires, ou en cas de silence gardé par le titulaire à l'issue de ce délai, la décision de rejet lui est notifiée par le PA et devient alors effective.

A compter de la date d'effet de la décision de rejet, le titulaire est tenu de présenter à nouveau la prestation prévue par le bon de commande dans le délai contractuel initial.

En sus de ses observations, le titulaire peut réaliser, à sa demande, une analyse contradictoire par un laboratoire tiers accrédité par le COFRAC et approuvé par le PA sur un échantillon prélevé sur le lot de fabrication rejeté. Il dispose d'un délai supplémentaire de quatre (4) semaines pour réaliser cette analyse et notifier les conclusions de l'analyse au PA.

Si l'analyse contradictoire est non conforme, la décision de rejet initiale devient effective à la date de notification, par le titulaire au PA, du rapport d'analyse du laboratoire.

En l'absence de notification, au PA du rapport d'analyse dans le délai imparti de quatre (4) semaines, la décision de rejet initiale devient effective à la date d'expiration du délai précité.

Si l'analyse contradictoire est conforme, une *lettre d'acceptation qualitative* est notifiée au titulaire dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du rapport d'analyse au PA.

Les frais de l'analyse contradictoire sont éventuellement avancés par le titulaire et échoient à la charge de la partie perdante.

##### **12.7.4.2. Autres cas de rejet**

Les autres cas de rejet seront réalisés selon les conditions prévues par le CCAG/MI.

# PARTIE 3 - CLAUSES FINANCIERES

## ARTICLE 13 -        PRIX

### 13.1. Forme des prix

La monnaie de compte est l'euro.

Le prix d'une prestation de fourniture d'un IPDE livré en *contenant unitaire* est établi sous forme d'un prix unitaire hors-taxe (PUHT).

Le prix d'une prestation de fourniture d'un IPDE livré en *vrac* est établi sous forme d'un prix par unité de masse ou de volume.

En raison de limites techniques inhérentes aux systèmes d'information utilisés par le PA, les prix hors-taxe renseignés dans l'offre financière d'un soumissionnaire sont obligatoirement arrêtés au centième.

Le prix de règlement TTC d'une demande de paiement est exprimé dans une valeur arrondie au centième (*cents*) près et au centième (*cents*) supérieur lorsque le chiffre des millièmes est égal à 5.

### 13.2. Contenu des prix

Le prix hors taxe d'une prestation objet du SAD est réputé comprendre, notamment, le coût :

- du produit nu ;
- du conditionnement ;
- du transport ;
- d'accès aux indices payants utilisés au sein des formules paramétriques de révision des prix ;
- de mise en œuvre de l'ensemble des obligations réglementaires et contractuelles qui incombent au titulaire ;
- le cas échéant, de toute éventuelle contribution dont le titulaire est redevable, au titre de l'exécution des prestations objet du SAD, du fait d'obligations découlant de la loi ou du règlement, notamment celle décrite à l'article suivant.

Conformément aux dispositions du code général des impôts, le prix TTC d'une prestation résulte de l'application au prix total HT du taux de TVA en vigueur, ou de toute taxe applicable à la prestation objet du MS, au moment du fait générateur de l'impôt.

Le PA peut accepter les offres promotionnelles du titulaire si les prix proposés sont plus intéressants que ceux fixés par le présent contrat.

### 13.3. Révision des prix

Par dérogation à l'article 11.2.2 du CCAG/MI, le prix est révisé par les soins du titulaire à chaque commande et pour chaque IPDE.

Le titulaire dépose sa révision de prix effectuée dans les conditions mentionnées ci-après, avec sa facture transmise dans les conditions fixées à l'article 14.2 du présent CCPSAD.

Le prix est révisé par application de la formule paramétrique décrite au sein des documents particuliers du MS. Le calcul se fait via un logiciel tableur tel que Microsoft Excel ou un équivalent en appliquant la formule paramétrique au nombre 1 (soit  $P_0 = 1$ ), ce qui permet d'obtenir un coefficient de révision arrondi au millième supérieur. Ledit coefficient de révision est ensuite appliqué au prix initial, on obtient alors le prix révisé  $P_1$  arrondi au cents (c'est-à-dire au centième) près, et le cas échéant, au cents supérieur lorsque le chiffre des millièmes est égal à 5.

La révision de prix prend effet à la date de notification du bon de commande. Sauf décision contraire du PA, en cas de livraison fractionnée, la première révision de prix valide transmise est applicable à l'ensemble des factures afférentes audit bon de commande.

Le titulaire établit sa révision de prix entre la date de livraison et le dépôt de sa facture.

A titre indicatif, le titulaire joint à la facture afférente les valeurs des indices utilisées pour la révision de prix en indiquant sa date d'établissement.

### **13.3.1. Coefficients multiplicateurs**

Les coefficients multiplicateurs intermédiaires qui interviennent dans l'application de la formule de révision des prix ne sont pas arrondis. Seul le coefficient multiplicateur final, c'est-à-dire le coefficient de révision mentionné à l'article précédent, est arrondi au millième supérieur.

Du reste, tout coefficient multiplicateur ou indice qui intervient dans l'exécution d'un MS mais qui n'est pas expressément mentionné au sein du présent CCPSAD ou des documents particuliers du MS est arrondi au millième supérieur.

Tout calcul intervenant dans l'exécution du présent SAD est effectué via un logiciel tableur tel que Microsoft Excel ou un équivalent.

### **13.3.2. Indices**

Les valeurs des indices utilisés sont arrondies au millième supérieur.

Les valeurs à prendre en compte des indices «  $x_0$  », soit ceux qui correspondent au prix de l'offre initiale «  $P_0$  », sont celles du mois au cours duquel intervient la date limite de remise des offres.

Les valeurs à prendre en compte des indices «  $x_1$  », soit ceux qui correspondent au prix révisé «  $P_1$  », sont celles du mois au cours duquel intervient la notification du bon de commande considéré.

Par dérogation à l'article 11.2.1 du CCAG/MI, les valeurs retenues des indices sont les dernières publiées et disponibles à la date où le titulaire établit sa révision de prix.

En toute hypothèse, les valeurs des indices sont les valeurs mensuelles telles qu'établies par l'organisme ou l'entité qui fournit l'indice. Autrement dit, la valeur mensuelle ne peut être une moyenne établie par le titulaire à partir d'une série de valeurs d'indices de fréquences hebdomadaire ou journalière.

Les indices de prix sont établis en euros à partir de l'outil de conversion monétaire proposé par l'entité qui fournit l'indice.

## **ARTICLE 14 - FACTURATION ET DEMANDE DE PAIEMENT**

### **14.1. Libellé des factures**

Les factures sont libellées au nom du Commandant du centre de soutien technique et administratif :

Monsieur le Commandant du CSTA  
Caserne Thiry  
47, rue Sainte-Catherine  
CS n° 60016  
54035 NANCY Cedex

### **14.2. Transmission**

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission :



#### **14.2.1. Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers**

Dans ce cas, l'envoi de la facture se fait :

- Par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées). Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation,
- En utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface ou interface de programmation d'applications). Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### **14.2.2. Utiliser le portail Chorus Pro**

Ce portail est accessible par Internet (en se connectant au lien <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) aux fins de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- ou saisir directement ses factures.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal de ses factures et peut suivre par Internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Pour déposer ses factures sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales ainsi que les informations figurant sur l'accord-cadre :

- le numéro de l'engagement juridique (n° d'EJ) de l'accord-cadre figurant sur l'acte d'engagement et indiqué dans le courriel de notification du MS (cf. n° du MS) adressé via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : AMMAGFA001.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement. Le numéro de facture ne devra pas excéder seize caractères.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site « Chorus-pro » dans la rubrique « première visite ». Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail, vous pouvez contacter le support Chorus-pro :

- l'avatar « Claudia » ;
- l'émission d'une sollicitation :
  - o dans l'espace « Sollicitations émises » si vous êtes déjà authentifié sur le portail Chorus Pro (vous avez donc saisi votre adresse électronique de connexion ainsi que votre mot de passe) ;
  - o en cliquant sur « Nous contacter » en bas de la page d'accueil du portail Chorus Pro si vous êtes en mode non connecté ;
- par téléphone au +33.4.77.78.39.57 du lundi au vendredi de 08h30 à 18h30 (hors jours fériés).

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/category/webinaire/>

et

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> (rubrique « nous contacter »).

#### **14.3. Code du service exécutant**

La transmission d'une facture via le portail Chorus Pro est subordonnée à la saisie du code du service exécutant (Code SE) suivant : AMMAGFA001

#### **14.4. Mentions obligatoires**

Indépendamment des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, notamment l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures déposées par voie électronique comportent les mentions suivantes :

- le numéro d'engagement juridique correspondant au numéro du marché (type : 2400XXXXXX) ;
- le numéro de la commande (type : 45000XXXXX) ;
- les quantités livrées selon l'unité de compte ou de mesure prescrite par le PA au sein des documents contractuels ;
- le prix révisé, unitaire ou par unité de volume ou de masse prescrite par le PA au sein des documents contractuels, hors taxes de la prestation ;
- le prix global HT de la commande, déduit de l'éventuel taux de réfaction décidé par le PA ;
- le prix global TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA (ou de tout autre taxe applicable) appliqué.

Par application de l'article 12.6 du CCAG/MI, une demande de paiement peut ne pas être rejetée au seul motif que le prix indiqué est erroné, à la condition que le PA mette en œuvre l'article 15.6 du présent CCPSAD.

Une facture ne peut être rejetée au seul motif que les valeurs des indices utilisées pour l'application de la formule paramétrique de révision des prix, ou les calculs intermédiaires, sont erronés, alors que le résultat est juste.

### **ARTICLE 15 - REGLEMENT**

#### **15.1. Répartition des paiements**

Les prestations font l'objet d'un paiement partiel définitif.

#### **15.2. Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

#### **15.3. Intérêts moratoires**

Les intérêts moratoires s'appliquent en cas de retard de paiement dans les conditions fixées par la loi et le règlement.

Un outil de calcul gouvernemental est disponible au terme du lien suivant : <https://www.demarches.interieur.gouv.fr/professionnels/interets-moratoires-cas-retard-paiemen>.

#### **15.4. Avances**

Une avance est accordée au titulaire lorsque les conditions minimales fixées par les articles R. 2191-3 à R. 2191-19 sont réunies relativement à un bon de commande ou un MSS. Le montant de cette avance correspond au minimum règlementaire. L'avance est ensuite déduite du montant du paiement partiel définitif.

A titre indicatif, une avance de 5%, qui est portée à 20% pour les PME, est due pour chaque bon de commande ou MSS dont le montant excède 50 000 € HT et dont le délai d'exécution excède deux mois.

### **15.5. Assignment**

Les demandes de paiement sont assignées à la caisse désignée au sein des documents particuliers du MS.

### **15.6. Rectification**

Conformément à l'article 12.6 du CCAG/MI, le PA peut accepter le prix proposé par le titulaire, notamment s'il est inférieur au prix de règlement contractuel, ou rectifier la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

Par ailleurs, lorsque le prix proposé par le titulaire est supérieur au prix de règlement contractuel, le PA peut rejeter la facture et demander un avoir au titulaire qui le joint à la facture déposée de nouveau.

# PARTIE 4 - FIN

## ARTICLE 16 - ANNEXES ET PIECES JOINTES

Documents constitutifs du CCPSAD	Libellé
Corps	
CCPSAD	Cahier des clauses administratives particulières du SAD
Annexes autres que techniques	
Annexe 1	Liste des IPDE intégrés au SAD
Annexe 2	Formulaire de demande de report de délai d'exécution
Annexe 3	Personnes et entités habilitées à représenter le PA et leurs coordonnées
Annexe 4	Formulaire opérateur économique
Annexe 5	Protection des données personnelles
Annexe 6	Echéancier des MS à venir
Annexe 7	Registre des questions/réponses et des modifications
Annexes techniques (non-exhaustif)	
Annexe T1	Guide technique des produits distribués par le SEO (GTP),
Annexes T2	Guide DCSEA 4035 Palettisation
Annexe T3	Guide DCSEA 4250 Etiquetage et marquage
Annexe T4	Guide DSEO 4256 Emballage fournisseur.
Annexe T5	Guide DCSEA 4033 F200M
Annexe T6	Guide DCSEA 4034 F200P
Annexe T7	Guide DCSEA 4252 B5P
Annexe T8	Guide DCSEA 4253 B5M
Annexe T9	Guide DCSEA 4254 GA
Annexe T10	Guide DCSEA 4255 TP20L
Annexe T11	Guide DCSEA 4510 F60P
Annexe T12	Modalités d'échantillonnage

## ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG/MI

Articles du présent CCPSAD dérogeant	Articles du CCAG/MI auquel il est dérogé	Objet de la dérogation à titre indicatif
2.5	3.1	Dématérialisation complète et obligatoire des échanges
3.7	4.1	Ordre de priorité des documents contractuels
4.1	3.1	Echanges uniquement via le profil d'acheteur du PA (PLACE) pour la passation des MS
6.2.2.1	2.2, 6.2, 7.2, 23, 25 alinéa 2 et 30.4	Possibilité de modification unilatérale sans avenant en cas de circonstances imprévues
6.2.2.2	2.2, 6.2, 7.2, 23, 25 alinéa 2 et 30.4	Possibilité de modification bilatérale sans avenant
11.4	3.1.2	Date de notification des bons de commande
11.6	14.3.3	Délai accordé au PA pour répondre à une demande de report de délai
11.7.2	29.3	Opérations de déchargement à la charge du réceptionnaire
11.9	15.1	Modalités de calcul des pénalités
11.9	15.3	Non application de l'article 15.3 du CCAG/MI
12.1	32.1	Possibilité de ne contrôler que partiellement l'exécution des prestations
12.4	32.1	Possibilité de ne pas contrôler la conformité du conditionnement sans en rendre le PA responsable
12.6	33.1	Délai pour effectuer les opérations de vérification porté à neuf semaines
12.7	34	Modalités de mise en œuvre des décisions du PA suite aux opérations de vérification, notamment les délais laissés au titulaire pour formuler des observations et exécuter à nouveau les prestations en cas de décision autre que l'admission (non exhaustif)
13.3.2	11.2.1	Date de lecture des valeurs des indices « $x_1$ » fixée uniquement à la date limite de fin d'exécution